

# ECODIALOGUE DE THAU

Dans le cadre du Festival de Thau 2016

## Patrick Viveret « Demain, la démocratie réinventée »



Synthèse des échanges réalisés le 19 juillet 2016 à l'abbaye de Valmagne (Villeveyrac), animés par l'énergéticien Thierry Salomon.

**Patrick Viveret :** « Face à la barbarie et au délitement de la démocratie, nous avons besoin de fraternité ! »

*Liberté, égalité...fraternité ? Un mot « bisounours », mais plus que jamais d'actualité, pour Patrick Viveret. Face aux fondamentalismes, aux attentats, au Brexit, aux problèmes écologiques, le philosophe de l'économie et du bien-vivre propose le « désaccord fécond » pour gagner en démocratie locale et mondiale. Petit manuel citoyen pour mieux se relier entre humains.*

**Thierry Salomon :** Depuis les attentats de Charlie Hebdo, vous développez l'idée qu'il faut « ré-interroger » l'idée de fraternité.

**Patrick Viveret :** Oui, c'est important ! Surtout que ce mot est difficile à intégrer : il n'est pas « genré », il ne s'oppose pas à la « sororité », et va bien sûr au-delà de la famille classique. Pensons-le plutôt au sens de son étymologie latine : *frater* : « genre humain », « famille humaine ». La fraternité s'oppose à la barbarie. En Grèce antique, le barbare était celui que l'on ne comprend pas, l'étranger. Cette notion évolue dans l'histoire : aujourd'hui, un acte barbare consiste à refuser l'existence d'autrui, comme dans le terrorisme actuel.

**Faut-il partir en guerre contre les barbares ?**

Attention : il y a des actes barbares, de la barbarie, mais les « barbares » n'existent pas ! Chaque grande civilisation peut commettre des actes barbares. « L'axe du mal » — cher à Georges Bush —, avec d'un côté des pays qui, en soi, seraient « mal » et un axe du « bien » de l'autre, n'existe pas ! La France, pays des droits de l'Homme, a pratiqué la torture en Algérie, à envoyé des hommes en camps de concentration sous Vichy... Et de même pour le pays de Kant, de Dante... Le barbare est celui dont le comportement est de « refuser l'autre ».

Or aucun vaccin ne peut empêcher une ancienne victime de devenir bourreau. L'Humanité ne subit aucune menace extérieure, façon « extra-terrestres » dans les films de science-fiction. C'est la barbarie intérieure qui menace l'Humanité. La barbarie considère l'Autre comme un ennemi à éradiquer, à détruire. Les actes violents se produisent lorsque les conflits ont été mal gérés.

## **Alors comment empêcher cette violence ?**

Il faut « construire du conflit » avec la barbarie. La fraternité, avec la démocratie, consiste justement à transformer « l'ennemi » en « adversaire », c'est à dire garder du « commun » avec lui. Celui qui a commis des actes barbares ne doit pas être considéré intrinsèquement comme un barbare. En transformant l'ennemi en adversaire, la fraternité fait disparaître l'envie « d'éradication ».

## **Mais pour résoudre les conflits, encore faut-il poser clairement les accords et les désaccords...**

Je propose la stratégie du « désaccord fécond ». Objectif : transformer nos différences et nos divergences en opportunités. Souvent perçues comme des menaces, ces divergences créent des malentendus, avec leurs dommages collatéraux : soupçons, humiliations, procès d'intention, sentiment d'être méprisés, non-écoutés... Pour sortir du malentendu :

-Étape 1 : identifier « la part toxique du désaccord », soit la part du ressenti de chacun.

-Étape 2 : se mettre d'accord sur ce qui fait réellement débat.

-Étape 3 : trouver les solutions pour dépasser ces malentendus.

Contrairement au malentendu, le désaccord, clairement établi, devient fécond. Ainsi en découle une mutation qualitative de la démocratie. La démocratie peut alors sortir du diktat du quantitatif, de la loi du nombre, du pourcentage de votes... Et évite que les politiques se contentent d'obtenir la majorité...sans vraiment prendre en compte les avis des gens. Les lanceurs d'alerte, par exemple, montrent que la société a intérêt à prendre en compte la vision de ses minorités. Et qu'elle gagnerait à développer des qualités de discernement, des capacités de délibération et de décision bien au-delà du suffrage universel.

## **Question du public : Avec la révolution numérique, d'ici 20 à 30 ans, les géants du Web , Google-Apple-Facebook-Amazon, les « Gafa », auront pris le pouvoir. Or ces entreprises n'ont rien de démocratique ! Peut-on vraiment assurer une éthique démocratique avec les nouvelles technologies ?**

Pour faire le tri entre les technologies et leurs applications — le transhumanisme, les cellules-souches, les big data,... —, entre leurs bénéfices et leurs effets destructeurs, mieux vaut une discussion de qualité, plutôt qu'un choix binaire. Face à l'oligarchie mondiale non-démocratique battons-nous pour la démocratie à toutes les échelles de territoire.

## **LA LAÏCITÉ FRATERNELLE, C'EST POSSIBLE ?**

### **Comment reliez-vous la fraternité aux différentes religions qui en appellent, elles aussi, à la fraternité ? La laïcité s'oppose-t-elle à la fraternité ? Ne serait-elle pas le quatrième pilier de la devise française ? En ces temps troublés, nous avons besoin d'éclairage...**

Avant même le rapport au religieux, la laïcité exprime un rapport à la démocratie ! Laïcité vient de *laos*, qui signifie "le peuple" en grec, tout comme *demos*. En Grèce, le premier enjeu de la laïcité était de s'assurer que les représentants du peuple, à l'Agora, restaient bien des « ministres », qui assurent leur fonction de « service au peuple ». Un jour, j'ai dit à un ministre que c'était un "minus" au sens grec, ça lui a provoqué quelques boutons !

Le terme laïcité a ensuite été repris par le christianisme : les ministres du culte devaient être au service du peuple chrétien, sans pour exercer sur lui leur domination.

Oui, la laïcité peut être le quatrième pilier d'une démocratie de qualité, et nous devons la revisiter dans notre rapport au "sens" - religieux et spirituel. Et y inclure toutes les traditions spirituelles, y compris agnostiques et athées, qui posent la question du sens de la vie, de la mort, etc.

### **Mais peut-on vraiment inclure les religions et les spiritualités dans la laïcité ?**

La laïcité peut se comprendre sous deux versions. La version "fermée" de la laïcité renvoie toute question de "sens" à l'espace personnel et privé. En France, cette conception de la laïcité est née du conflit sur la séparation de l'église et de l'État. Or cette modalité fait le jeu des sectarismes et des fondamentalismes religieux ! Car la religion — l'église, la franc-maçonnerie, etc — devient alors le seul espace disponible pour débattre des questions de "sens". On lui offre ainsi le monopole !

Or nous avons besoin de l'espace public pour en débattre librement dans son aspect intellectuel, mais aussi sensible ! N'occultons pas cet enjeu du dialogue des cultures, en lien étroit avec la fraternité.

### **Comment concevoir la laïcité de façon plus « ouverte » ?**

La version "ouverte" de la laïcité, façon Jean Jaurès, en revanche, trouve légitime que l'espace public soit ouvert à ces traditions spirituelles. Dans la majorité des peuples et cultures, ces questions du sens de la vie et de la mort sont trop lourdes à porter seul dans son coin, trop importantes pour s'interdire d'en parler en public !

Encore faut-il garantir des conditions de pluralisme et de tolérance. La règle : personne n'a le droit au nom de son propre "sens" (religion, etc), d'interdire aux autres ce même cheminement. Donc le droit et la liberté d'accès pour chacun à ce débat. À l'instar du Sommet des consciences, organisé par Nicolas Hulot pour la COP21 (*conférence mondiale sur le climat en décembre 2015 à Paris*) : l'ensemble des traditions de sens étaient invitées et avaient droit à la parole dans l'exigence et l'obligation d'écouter et de respecter les autres. Donc oui, à la laïcité, dans l'ouverture et l'exigence.

**Question du public : Je m'étonne que vous mettiez la franc-maçonnerie et la religion sur le même plan, alors que la première est anti-cléricale. De plus, je pense qu'on peut pratiquer une spiritualité tout seul. Rendre public le spirituel ne risque-t-il pas de trop le politiser ?**

On peut imaginer un atelier de désaccord sur cette question...

### **MONDIALITÉ, CITOYENNETÉ, FRATERNITÉ... ET POLITIQUE**

**La notion de fraternité renvoie à celle de citoyenneté. On ne peut donc pas construire une démocratie quand il n'y a pas de fraternité entre citoyens ?**

Sans fraternité, la liberté, seule, risque de conduire au libéralisme sauvage — « le renard libre dans le poulailler libre », qu'évoque Jean-Jaurès. L'égalité, seule, risque de conduire à des systèmes totalitaires, comme l'ont montré les dérives du communisme. Nous avons donc besoin de la fraternité pour construire la démocratie !

Car nous faisons tous partie du *frater*, la communauté des terriens. Un seul peuple, composé d'une pluralité de peuples, tout comme le peuple français est composé d'une pluralité de populations, ce qui fonde notre citoyenneté.

**Sur la fraternité globale, par rapport aux problèmes de la planète, notamment écologiques, vous distinguez mondialisme et mondialité. Quelle est la différence ?**

La mondialisation implique, de fait, une globalisation financière, qui peut détruire les autres ensembles mondiaux, écologiques, sociaux, etc.

La mondialité — un concept de l'écrivain Édouard Glissant —, en revanche, se préoccupe de la préservation de nos biens communs mondiaux, dont les écosystèmes (océans, atmosphère, etc), et des problématiques mondiales — climat, démographie, désarmement...

**Cette mondialité n'est-elle pas trop « normative » et contradictoire avec l'enracinement local et la diversité ?**

Pas du tout ! La mondialisation financière détruit les racines locales, alors que la mondialité rend possible la cohérence entre le local et le global. Ainsi, nous pouvons lutter contre la mondialisation purement financière, sans pour autant laisser au capitalisme le monopole de la mondialité !

Refuser de penser les problèmes globaux au niveau mondial, c'est faire un énorme cadeau aux deux gouvernances mondiales : l'oligarchie financière (1% de la population qui détient 40% des richesses mondiales) et l'économie du crime.

Ces deux "gouvernances" actuelles sont en lien étroit, via les paradis fiscaux. Daesh, par exemple, n'a pu se financer que grâce au trafic d'armes, de pétrole, de drogue, permis par les paradis fiscaux. L'immonde — les actes inhumains, la barbarie — s'opposent, là encore, au monde — la fraternité.

**Alors comment penser — panser ? — ces grandes questions mondiales ?**

Pour traiter de l'avenir de l'Humanité, nous avons besoin de construire une société civique — et pas seulement "civile". Sans pour autant éliminer les autres échelles de décision : à chaque niveau, on ne doit traiter que les problèmes qui ne sont pas solvables à un niveau plus "local" — selon le principe de subsidiarité.

Donc le niveau mondial doit traiter les questions que les Etats-nations, seuls, ne peuvent résoudre. Par exemple, les États-Nations ne s'intéressent qu'à leurs eaux territoriales, donc sont incapables de conserver les océans.

**Certes, les océans, la terre ne sont pas représentés par les États ! Peut-on imaginer des représentants de la nature pour négocier avec les États-nations, comme le propose le philosophe Michel Serres ? Ne doit-on pas être fraternels aussi avec l'écosystème qui nous entoure ?**

Actuellement, nous faisons la guerre à la nature ! Notre modèle productiviste guerrier est la conséquence du rapport guerrier de l'humanité à elle-même. Plus nous vivons dans la fraternité, moins nous faisons la guerre à la nature.

La COP21 a réalisé des avancées car le débat ne s'est pas réduit aux seuls États-Nations. Peu avant, à Lyon, un sommet mondial des territoires — villes, entreprises, ONG, mouvements sociaux — a pris des engagements, sans attendre la décision des États-Nations. Le Sommet des consciences a permis d'écouter les traditions spirituelles. L'encyclique papale a créé aussi une prise de conscience au-delà du monde catholique, avec des impacts sur le monde musulman et bouddhiste.

Mais oui, il faudrait être plus exigeants et, par des procurations, impliquer des acteurs qui représentent les générations futures, les êtres vivants (non humains) qui subissent directement les activités humaines....

Le phytoplancton des océans, par exemple, doit être défendu, non seulement pour des raisons éthiques, mais parce que sa destruction peut détériorer l'atmosphère ! Or leur destin est lié au climat, mais aussi au massacre des cétacés, prédateurs des prédateurs du phytoplancton. Donc à force de massacrer les baleines, on détraque notre atmosphère...

**Question du public : Mais vous ne parlez pas de politique ! Comment agir sans politique ?!**

Parler de la question mondiale, ce n'est pas fuir le politique. Pour lutter contre la dictature des financiers, aucun gouvernement agir seul : il faut faire émerger un acteur mondial. Même le gouvernement le plus volontariste et radical ne parviendra pas à éradiquer les paradis fiscaux. Seule une société civile et civique peut incarner cette lutte.

Par exemple, je participe au mouvement des « Faucheurs de chaises », qui dénonce l'évasion fiscale à l'échelle mondiale en « réquisitionnant » des chaises dans des agences bancaires locales. Ainsi une lutte locale prend une dimension mondiale, sur le terrain politique. De nombreuses initiatives citoyennes en France font le lien entre le local et les autres niveaux, y compris mondiaux.

**Question du public : Doit-on considérer les mouvements citoyens comme de nouveaux partis politiques ? Ou assiste-t-on à la fin des partis ? Pour restaurer la démocratie rapidement, ne pourrait-on pas commencer par limiter les mandats électoraux, et donc éliminer « l'aristocratie politique » ?**

J'ai participé à des partis, plutôt à gauche et écolos. Les partis politiques ne sont plus de vrais partis où l'on réfléchit, prospecte, etc. Il ne s'agit que d'affrontement entre écuries, de dictature de la communication : ça devient difficile d'y faire de la politique ! En revanche des initiatives de terrain, comme à Saillans (*village de la Drôme géré de façon participative*), sont des exemples de créativité citoyenne qui se répandent, et inspirent.

Nous sommes « au milieu du gué » : on innove en politique, mais les enjeux « macros » sont encore peu couverts. Les logiques sont encore ancrées dans l'ancienne forme démocratique, alors qu'on pourrait être d'avantage novateurs en faisant converger toutes les initiatives comme les Nuits Debout, le Pacte des Jours Heureux, le Collectif Roosevelt, le Laboratoire de l'Économie sociale et solidaire, les Villes en Transition.... Des collectifs apprennent à se connaître, et travaillent ensemble dans des initiatives d'« auditions citoyennes partagées ».

Nous pourrions organiser des élections sans candidat, dans lesquelles on ne vote que pour des programmes avant de choisir la personne pertinente pour les appliquer. Et revenir ainsi à l'idée des ministères, au sens de « rendre service à la société ».

## L'EUROPE FRATERNELLE

**Justement, l'Europe pourrait être le laboratoire de cette fraternité. Mais avec le Brexit, l'idée européenne est en train de se déliter. Comment lui redonner un second souffle ?**

L'Europe est le seul ensemble mondial, de 500 millions de personnes, construit autrement que par la guerre, l'empire ou la domination ! Elle est liée à une conception pacificatrice de l'économie, qui est sa vraie vocation. Car le génie de ses fondateurs fut de reprendre les industries de la guerre, charbon et acier, pour en faire le noyau de la paix.

L'économie du monde vivant crée, recycle... l'équivalent de l'investissement, de l'épargne, etc. Le religieux et le politique, eux, fonctionnent sur un mode binaire : croyants / infidèles, citoyens / barbares ou étrangers. Ensuite, l'économie « humaine » a inventé un tiers-espace où nous pouvons échanger avec autrui sans qu'il fasse partie de notre communauté de croyance ou politique. « Payer » vient du latin *pacarer* : "faire la paix". En créant une mémoire de l'échange, la monnaie et la comptabilité créent une possibilité de confiance.

**Alors pourquoi l'Europe n'est plus véritablement « en paix » ?**

Tant que l'Europe a été fidèle à cette conception, elle a tiré le politique et le religieux dans un sens pacificateur. Mais dès que, dans les années 1980, elle a accepté la notion d'économie guerrière hyper-compétitive façon Reagan et Thatcher. Elle a fabriqué des germes de violence du côté politique et religieux.

Pour refonder l'Europe, au-delà du politique et culturel, c'est toute l'économie qu'il faut interroger, au-delà de l'économie sociale et solidaire ! L'économie fabrique-t-elle de la paix avec les humains et la nature ou bien dérape-t-elle, en créant de la guerre... et en risquant de faire déraiper tout le processus européen ?

**Question du public : Entre les tragiques attentats en France, l'utilisation du 49.3 pour faire passer la loi travail, et la montée du fascisme, je ne me sens pas en démocratie, et je m'en fous ! Ce qui m'importe, c'est que mon voisin ne soit pas obligé de manger au Resto du cœur et qu'on démocratise enfin les entreprises...**

L'enjeu de l'économie sociale et solidaire est justement de questionner la démocratie à l'intérieur de l'entreprise...



## LE MONDE DES BISOUNOURS ?

**Selon vous, l'argent est l'objectif principal du monde des « Brutaclaques », alors que, pour les « Bisounours », c'est un simple moyen d'échanger, y compris avec les monnaies locales et complémentaires (à lire, *l'Écodialogue avec Jean-Philippe Magnen* [lien](#)).**  
**Votre notion élargie de fraternité est-elle vraiment réaliste ? Pas trop "bisounours" ?**

Chaque fois qu'une attitude dynamique et créative émerge, un mot la disqualifie, pour éviter d'entendre cette parole. Comme le mot "intellectuel", contre Zola, par exemple, ou "bobo"...  
À la fin de mon livre, j'ai placé un guide de légitime défense des Bisounours contre les Brutaclaques. À la question "tu crois qu'on vit dans un monde de bisounours ?", personne n'osera répondre oui ! Mais voulez-vous vivre dans un monde de Brutaclaques ? Où met-on le curseur ? Résistons à ces appellations disqualifiantes. Assumons de vouloir vivre dans un monde de Bisounours !

### ENCADRÉ

#### Qui est Patrick Viveret ?

Philosophe et magistrat honoraire à la Cour des Comptes, Patrick Viveret se penche sur le retour de la démocratie, du bien-vivre et de la sobriété heureuse, et des nouveaux facteurs de richesse. Son dernier essai, *Fraternité, j'écris ton nom !* (éd. Les liens qui libèrent, 2015) en clin d'oeil à Paul Éluard (« *Liberté, j'écris ton nom !* ») réinterroge la devise républicaine après l'attentat du 11 janvier 2015 contre Charlie Hebdo. En outre, Patrick Viveret s'engage dans de nombreux collectifs intellectuels et citoyens : le Mouvement du 11 (pour la fraternité mondiale, après les attentats),

<http://mouvementdu11.wesign.it>

les Faucheurs de chaises (contre l'évasion fiscale),

le collectif Roosevelt (pour sortir de la crise en changeant de modèle économique) <https://collectif-roosevelt.fr/>

les Dialogues en humanité (forum mondial pour affirmer que la richesse, c'est l'autre)

<http://dialoguesenhumanite.org/>

Autres essais :

*La Cause humaine, du bon usage de la fin d'un monde* (éditions Les Liens qui Libèrent, 2012)

*Pourquoi ça ne va pas plus mal ?* (éd. Fayard, 2005)

*Reconsidérer la Richesse* (éd de l'Aube, 2002)